

## Projet de révision constitutionnelle



### Politique

Mobilisation populaire  
**L'opposition ne désarme pas!**

P.4



Des leaders de l'opposition (1<sup>er</sup> plan)

### Société

Volontariat d'engagement Citoyen  
**400 volontaires mobilisés à Lomé ont prêté serment**

P.2



Prestation de serment des volontaires

### Entrepreneuriat

En prélude à l'African Fintech Forum prévu à Abidjan  
**Les opérateurs économiques sensibilisés sur les enjeux de la Finance technologique**

P.6



Jaurès Tchéou, Pdt de la Fintech

**Rentrée scolaire 2017-2018**

**Une menace de grève plane**

P.5

## Volontariat d'engagement Citoyen

### 400 volontaires mobilisés à Lomé ont prêté serment

La deuxième phase de l'extension du programme VEC (Volontariat d'Engagement Citoyen) est désormais effective. Tsévié, Vogan, Notsè, Anié, Sotouboua et Tchamba viennent s'ajouter aux villes déjà touchées par le programme avec une mobilisation de 2300 volontaires nationaux sur toute l'étendue du territoire. Parfois ces volontaires nationaux, 400 ont été mobilisés à Lomé. Ils ont prêté serment le vendredi 8 septembre dernier à Lomé.



Les volontaires d'engagement citoyen prêté serment

« Je m'engage en tant que volontaire national à respecter toutes les dispositions et conditions y afférentes. Je jure d'accomplir ma mission avec dévouement, humilité, neutralité et professionnalisme et d'œuvrer à la promotion des actions de développement socio-économique de mon pays », c'est en ces termes que les 400 volontaires nationaux d'engagement citoyen ont fait leur profession de foi devant autorités politiques et traditionnelles, familles venues assister à la cérémonie de prestation de serment. Dans une ambiance festive, les nouveaux volontaires ont tour à tour écouté les sages conseils du DG de l'Anvt, du ministre de l'urbanisme et du cadre de vie

et du ministre du développement à la base, Victoire Tomégah-Dogbé avant d'être renvoyés à leur mission par la remise symbolique des kits d'affectation. Pour le DG de l'Anvt, Omar Agbangba, l'engouement des populations, leurs mobilisations ont été les facteurs essentiels qui ont poussé les autorités à étendre ce programme à d'autres villes. Après avoir présenté le bilan sommaire de la phase pilote du projet, il a exhorté les nouveaux agents, au travail bien fait, au civisme et à la culture de la paix. Abondant dans le même sens que son prédécesseur, le ministre Séssénou, Victoire Tomégah-Dogbé a, au nom des volontaires, remercié le Chef de l'Etat pour son appui au programme. Elle n'a pas manqué de relever aux

volontaires les objectifs qui sous-tendent leur déploiement. « Vous êtes les ambassadeurs du cadre de vie et de la protection de l'environnement. Vous devez être engagés à défendre les valeurs de la citoyenneté en servant d'exemple dans la société. Soyez humbles, faites votre travail avec dévouement et contribuez au partage des valeurs de solidarité, d'union et de paix », a-t-elle conseillé aux nouveaux agents. Outre la remise de kits d'affectation aux volontaires, le ministre du développement à la base a procédé à la remise symbolique de tricycles aux comités villageois de développement pour accompagner les travaux des volontaires d'engagement citoyen. Notons que le VEC, offre la possibilité aux jeunes togolais en situation de décrochage scolaire de se former aux valeurs civiques et citoyennes. Il répond également à un souci de créer et d'étendre les opportunités d'accès au revenu et à l'insertion des jeunes quelle que soit leur catégorie sociale ou leur niveau d'instruction. Depuis la mise sur pied du programme en 2016, 4500 volontaires ont été mobilisés pour des activités d'intérêt national au cours desquelles, 125000 mètres de routes ont été entretenues et aménagées, 250 dépotoirs sauvages enlevés, 740 plants mis en terre, 16 espaces verts créés, plus de 100 ménages sensibilisés, 129 sessions de formation effectuées et 45 GVEC créés.

IT

## Coin du littéraire

### L'Afrique noire dans L'Autre Face de la mer, Louis-Philippe Dalembert

Une des figures proue de la littérature dans les Antilles, Louis -Philippe Dalembert n'a de cesse ressassé la mémoire douloureuse de l'esclavage dont se font le porte-voix des auteurs aussi bien des îles que de l'Afrique noire, à l'image de Kangni Alem, Couao Zotti et Edouard Glissant. En effet, l'auteur raconte, sur fond de dictatures des duvaliers, dans *L'Autre Face de la mer* la grande déchéance d'Haïti coulant en une hémorragie diarrhéique vers les terres de l'exil ou de l'exode. En effet, le récit, dans ses différents rythmes évoque l'image ratatinée de la cambrousse où misères et sévices policières font le lot des habitants au quotidien et celle de la ville ou du pays d'accueil que remuent horde de drames et tragédies urbaines.

A dire vrai, c'est une âme déchirée entre le passé des négriers et le présent boueux qui tente, de guerre lasse à trouver l'équilibre entre les deux tendances du mouvement oscillatoire qu'elle effectue. Le roman se fend en deux comme pour matérialiser la route que tracent les bateaux de rêve de voyage de la narratrice sur la mer et délie la langue à deux voix communes pour égrener les phases successives de son récit. Par devoir de mémoire, Grannie raconte son enfance hantée par l'exil et ses fréquentes escapades, malgré ses parents, au port à l'appel incessant des bateaux en partance et son petit-fils Jonas, lui

autre, fait étalage dans son récit du quotidien clochardisé des habitants.

Mais, malgré cet enfer tropical, une porte offre le rêve à Jonas, ses amours passagères avec les génisses. Et Ces idylles ne sont, à l'analyse, qu'une façon détournée de trouver un dérivatif à la misère. Dalembert est un auteur hanté par les fantômes encore vivants dans l'ombre du passé et l'état névrotique que présente le présent. Sa plume incendiaire dresse une fresque poignante d'Haïti et par conséquent de l'Afrique baignée de ténèbres abyssales de pouvoirs rapaces et dictatoriels, experts dans la gabegie, le népotisme et la persécution de citoyens réduits à la misère chronique.

Que ce soit la nostalgie de l'Afrique ou la mort totale d'Haïti qui se lit dans la mort de la grand-mère Grannie symbolisant la vieillesse restée au pays quand la jeunesse de Jonas prend le chemin de l'aventure, que ce soit la mer, symbole de la mémoire esclavagiste, *L'Autre Face de la mer* déroule le tableau du drame historique et du présent. In fine, Louis -Philippe Dalembert, tout en plantant le dard dans le dos des potentats, saisit Haïti dans son quotidien bourré d'éclipses et de gueux. Ce qui le place désormais dans le rang des épigones du père du roman réaliste français, Honoré de Balzac.

Oscar SEKAYA (stagiaire)

## Report du Sommet Israël-Afrique

### Pour une meilleure réussite de l'événement

C'est un sommet qui devrait, en principe, réunir en octobre à Lomé, les dirigeants du continent africain et ceux de l'Etat israélien pour parler de la sécurité et surtout, de la lutte contre le terrorisme. Mais à quelques semaines de l'échéance, cet important rendez-vous international vient d'être reporté sine die, sur demande du Chef de l'Etat togolais.

Prévu du 23 au 27 octobre prochain à Lomé, le sommet Israël-Afrique n'aura finalement plus lieu à la date initialement arrêtée. Les deux parties, sur demande du Chef de l'Etat togolais, ont décidé du report sine die de cet important rendez-vous international axé essentiellement sur la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le partenariat dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, de la santé mais aussi de l'utilisation des nouvelles technologies.

"Suite à la demande du Président de la République et des consultations avec le Premier Ministre de l'Etat d'Israël, il a été décidé d'un commun accord de reporter le sommet Afrique-Israël, qui devrait

avoir lieu au mois d'octobre à Lomé et de convenir d'une nouvelle date", peut-on notamment lire dans ce communiqué de la Direction de l'Information et de la Communication de la Présidence de la République. S'agissant des raisons de ce report, le Chef d'Etat du Togo, précise le communiqué, a indiqué que ce changement permettra d'optimiser les préparations et d'assurer la réussite de cet événement. " Il (Ndlr : Faure Gnassingbé) a souligné aussi le fait que cet événement est destiné à unifier les efforts face à la menace contre la paix et la sécurité qui fragilise la stabilité et retarde le développement du continent ", poursuit, par ailleurs, le communiqué qui précise que dans les semaines qui



suivront, l'Etat d'Israël poursuivra des consultations en Afrique, aussi bien sur le plan bilatéral que dans des forums régionaux sur le continent, pour garantir le plein succès du sommet. "Nous croyons que les pays africains et l'Etat d'Israël ont tout à gagner d'une coopération mutuelle dans différents domaines d'importance capitale tels que l'agriculture, l'eau, la santé et la haute

technologie ", nourrit d'espoir, la présidence de la République du Togo.

Mais au-delà des raisons officielles évoquées, des indiscretions annoncent officieusement la réticence de certaines puissances du continent en froid avec l'Etat hébreu, à l'instar de l'Afrique du Sud, qui s'emploieraient dans l'ombre en vue de mobiliser le maximum de di-

rigéants du continent à bouder le rendez-vous de Lomé. A cela s'ajoutent les dernières évolutions de l'actualité politique au Togo qui ne sont pas de nature à garantir la bonne tenue de ce sommet auquel est annoncé le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu.

Qu'à cela ne tienne, Faure qui entend s'inspirer du modèle israélien pour développer le Togo, lors de sa dernière visite à Tel Aviv, en début août, a rendu compte de l'évolution des préparatifs au Premier ministre israélien. Une vingtaine de chefs d'Etat avaient déjà annoncé leur présence à ce sommet qui devra poser les jalons d'une relation plus soudée en faveur d'une lutte concertée contre l'extrémisme et surtout, le terrorisme. Benjamin Netanyahu avait, pour sa part, exprimé sa satisfaction vis-à-vis du dynamisme de la diplomatie togolaise.

Magloire TEKO

## EDITORIAL

## Equation difficile

La trêve prend fin aujourd'hui. A partir de demain, l'opposition reprend son bâton de pèlerin pour la suite du combat politique entamé par le cheval Tikpi. Certes il est vrai que les manifestations reprennent mais, cette fois-ci avec le regard tourné vers le parlement où tout devra se décider dans une situation encore plus confuse.

C'est à dessein que dans les différents états-majors, les communications ont cédé place à un silence de cimetière. Du côté de l'opposition comme du parti au pouvoir, chacun retient son souffle face à la nouvelle donne. Du projet de révision constitutionnelle, on en vient au retour de la constitution de 1992. Depuis la réussite des manifestations de rue, les points se sont radicalisés au niveau des combattants de l'alternance qui n'ont désormais qu'un seul refrain : le retour à la constitution de 1992.

C'est à ce niveau que les choses se corsent de nouveau. L'équation elle, devient plus difficile que prévue puisque dans les deux camps les stratégies sont mises en branle pour contourner l'adversaire, ce qui d'ailleurs explique le mutisme qui entoure les deux états-majors. Le nœud gordien autour de la révision constitutionnelle et du retour à la constitution de 1992 tripatouillée pourrait-il se dénouer ? Voilà la grande interrogation.

D'un côté comme de l'autre, les positions sont tranchées puisque chaque tendance n'était pas prête à tomber dans le jeu de l'autre. D'une part pour l'opposition, la révision constitutionnelle qui ne concerne que les articles 52, 59 et 60 est muette sur le vote de la diaspora alors que l'une des revendications phares de l'opposition, c'est l'effectivité du vote de la diaspora. Mieux encore pour cette opposition, il faut aller aux réformes institutionnelles en prenant en compte le problème du fichier et la restructuration de la Ceni. De l'autre, le parti au pouvoir n'est pas prêt à tomber dans le jeu du retour à la constitution de 1992 pour affronter l'épineux problème de l'application immédiate. Vu que cette majorité considère certains articles des dispositions de 1992 obsolètes, il y a alors matière à réflexion.

Et tel que cela s'annonce, la fumée blanche du parlement risque d'être confinée au risque que chaque tendance ne fasse de nouveau appel chacun de son côté au peuple, un peuple uni sur les questions des réformes mais divisé sur celles transverses.

Tout compte fait, d'un bord comme de l'autre, dans un sens comme dans l'autre, tous les Togolais d'ici comme d'ailleurs retiennent leur souffle.

Isaac Tonyi

## Projet de révision constitutionnelle

## Ça sent le roussi !

**Voté en conseil des ministres le 05 septembre dernier, l'avant-projet de loi portant révision des articles 52, 59 et 60 de la constitution est sur la table des députés pour adoption. Convoqués mardi et mercredi derniers, les élus du peuple n'ont pas pu plancher sur ces nouvelles dispositions introduites.**

Le parlement va-t-il prolonger les attentes ? La question taraude les esprits après les deux sessions tenues mardi et mercredi sans grande avancée. Alors que tous les regards étaient focalisés sur la session extraordinaire à laquelle les députés ont été

chauffée, la séance d'hier semble remettre un peu d'ordre au parlement avec le retrait de l'opposition de la proposition de loi ANC-ADDI et la conférence du bureau de l'Assemblée Nationale et des présidents de groupe parlementaires. Il appartient à cette conférence



Les députés à l'Assemblée Nationale

convoqués le mardi 12 septembre, telle ne fut la surprise des élus du peuple de constater dans l'ordre du jour l'absence du point portant sur la révision constitutionnelle. En lieu et place, le président de l'Assemblée Nationale proposait l'étude du budget, ce qui a créé une ambiance délétère au sein de l'hémicycle, et a amené Dama Dramani à suspendre les travaux reportés sur le lendemain. Moins sur-

d'examiner la possibilité d'inscrire le projet de révision de la constitution à l'ordre du jour. Les choses sérieuses peuvent commencer dès demain vendredi si la conférence des présidents de commission arrivait à débayer le terrain.

**De chaudes empoignades en perspective**  
Ce ne devra pas être assez fa-

**«ce qu'ils ont fait, on l'appelle foutage de gueule. Pour nous députés nous sommes prêts pour qu'on parvienne au but mais ce qui va se passer c'est mieux qu'on ramène les dispositions de la constitution de 1992. S'ils veulent jouer, la rue est obligée de mettre la pression mais s'ils avancent on avance ensemble c'est aussi simple que ça»,**

prévient Jean Kissi Secrétaire national du CAR

cile pour l'Assemblée nationale de sortir de ce guépier si chaque camp maintient sa position. Les hostilités semblent déjà ouvertes si l'on se réfère aux derniers développements. L'opposition parlementaire vient de retirer la proposition de loi ANC-ADDI et selon les propos d'Isabelle Améganvi, présidente du groupe parlementaire ANC, il s'agit de répondre aux aspirations du peuple qui réclame le retour à la constitution de 1992. «Nous faisons tout pour que les choses aboutissent. Les revendications aujourd'hui des Togolais c'est le retour à la constitution de 1992 dans sa forme originelle telle que votée par référendum par plus de 90% des Togolais. Comme la proposition de loi que nous avons déposée ne répond pas, nous avons jugé opportun de retirer purement et simplement conformément à l'article 83 du règlement intérieur de l'Assemblée Nationale pour que nous puissions prouver à nos collègues du parlement que nous sommes dans la logique d'écouter ce peuple et de faire ce que ce peuple souhaite, c'est-à-dire le retour à la constitution de 1992 dans sa forme originelle». Sur le point de la limitation du mandat, le hic selon l'opposition, l'alinéa " en aucun cas nul ne peut faire plus de deux mandats " ne figure plus dans le projet. Pour Jean Kissi du CAR, c'est du mépris «ce qu'ils ont fait, on l'appelle foutage de gueule. Pour nous députés nous sommes prêts pour qu'on parvienne au but mais ce qui va se passer c'est mieux qu'on ramène les dispositions de la constitution de 1992. S'ils veulent jouer, la rue est obligée de mettre la pression mais s'ils avancent on avance ensemble c'est aussi simple que ça», prévient le secrétaire national du Car. Aucun camp ne détenant pas la majorité des 4/5 des voix à l'Assemblée Nationale, tel que cela commence, il est à craindre le scénario de juillet 2014.

Le président du groupe parlementaire Unir Christophe Tchao a de son côté pris la mesure des débats en demandant à chaque acteur de prendre ses responsabilités mais, il faut déjà s'attendre à une situation compliquée. " Vu la situation que traverse le pays, nous sommes tous appelés à contribuer à l'apaisement du climat social. Mais nous pensons que chacun doit jouer son rôle ", a-t-il indiqué

Isaac Tonyi

## ARRÊT SUR IMAGES

## Dans les locaux de l'INAM, Dame Akouete manque de civilité !

**L'un des maux qui gangrènent l'administration publique togolaise reste indubitablement le mauvais accueil et surtout, le manque de civilité et d'égard de certains agents envers les usagers. A cela s'ajoutent certaines dérives telles que le mépris, le manque de considération et surtout, l'indifférence, à l'abordage des usagers sollicitant un service dans une institution publique.**

Dans ce tableau sombre figure Dame Akouété (photo ci-contre), en poste à la Direction Générale de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) à Lomé. Dans la matinée d'hier mercredi, cette fonctionnaire, Chargée de la Clientèle au sein dudit institut, a étalé toutes les tares des agents indécents de la fonction publique telles que décrites plus haut.

D'un air arrogant, cette dernière s'est adonnée à des comportements peu recommandables. Visiblement très agi-



tée, Dame Akouété engueulait pratiquement les pauvres usagers en attente d'être servis, d'un ton très hautain à l'image d'un employeur devant ses employés. Même ses devanciers retraités n'avaient pas été épargnés par le mauvais accueil de cette Chargée à la Clientèle de l'INAM. Le comble est que cette der-

nière, dans ses dérives comportementales, ne s'est nullement gênée de châtier publiquement, ses propres collaborateurs qui ne se soumettaient pas à ses ordres, en temps voulu. Malheureusement pour Dame Akouété, cette scène a été suivie de près par un journaliste présent sur les lieux.

C'est le lieu d'exhorter tous les agents de la Fonction publique à plus de sérieux et d'engagement dans l'exercice de leurs fonctions. Bien que la gestion de l'homme ne soit jamais chose aisée, ils ne devront néanmoins pas perdre de vue, certaines valeurs cardinales liées à la bonne marche d'une entreprise telles que la politesse, la courtoisie et surtout, le bon accueil. Tout agent de la Fonction publique est rémunéré au frais du contribuable. Par conséquent, il se doit d'être à son service le moment venu, malgré les humeurs. Et Dame Akouete se doit de l'apprendre.

FD

# Mobilisation populaire en faveur des réformes politiques

## L'opposition ne désarme pas !

*La situation sociopolitique est des plus fragiles au Togo. Depuis le 19 août dernier, le pays vit aux rythmes des mouvements populaires, à l'appel de l'opposition qui réclame le retour à la constitution de 1992 telle que votée en septembre et le Droit de vote à la diaspora. Mais entre répressions, par moments musclées des forces de l'ordre, coupure d'internet et contre-marche du pouvoir et ses partis alliés, la dynamique ne s'affaiblit pas. Après les marches synchronisées tenues les 6 et 7 septembre derniers dans dix (10) villes du Togo, la coalition des forces démocratiques revient à la charge. Elle revient dans les rues les 21 et 22 septembre prochains.*

Depuis quelques jours, le Togo est au-devant de l'actualité en Afrique. Les médias ne cessent de parler de la situation sociopolitique qui prévaut actuellement au pays de Faure

consacre un scrutin à deux tours, puis le droit de vote à la diaspora. Dans une démarche unitaire, les opposants togolais maintiennent la pression populaire toujours active à travers journée de



*Des leaders de l'opposition (premier plan)*

Groupe des 6, le PNP de Tikpi Atchadam, Santé du Peuple appuyés par le Car, le Net et le Mcd ont battu les pavés aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. Au Togo, dix (10) villes du pays ont été prises d'assaut par plusieurs milliers de militants et sympathisants de l'opposition aspirant au changement. Contrairement à la marche du 19 août marquée par une répression sanglante aboutissant à des morts, blessés et plusieurs actes de vandalismes, celles-ci ont fort heureusement connu un aboutissement heureux. Mais, loin de lâcher prise, l'opposition reste toujours dans la dynamique de pression.

L'opposition ne désarme pas !

Devant la presse en début de semaine, la coalition des forces démocratiques a débatté son agenda pour les tout pro-

chains jours. Demain vendredi, les militants et sympathisants de l'opposition sont conviés à un grand meeting populaire au bas-fond du Collège Saint Joseph de Lomé. Rencontre au cours de laquelle la coalition entend informer sa troupe des dernières évolutions de l'actualité sociopolitique du pays pour ensuite la remobiliser quant à la conduite à tenir pour la suite de la lutte. Ce meeting sera ensuite suivi de gigantesques marches synchronisées prévues pour les 21 et 22 septembre prochains. Mais d'ici là, les organisateurs et le gouvernement devront s'entendre sur les itinéraires qui constituent, depuis lors, le nœud gordien de la pomme de discorde entre les deux parties.

Mais alors, attention à une énième erreur politique

Le Togo est plus que jamais au rendez-vous de l'his-

toire. Les réformes auxquelles aspire le peuple togolais s'imposent. Mais alors, aussi bien du côté du pouvoir de Lomé que celui de l'opposition, toutes les dispositions doivent être prises afin que ces réformes politiques et institutionnelles au cœur des préoccupations actuelles des Togolais soient consensuelles. Opérer ces réformes calmerait la frustration qui, avouons-le, tend à gagner les cœurs des Togolais d'ici et de la diaspora qui depuis quelques jours, expriment leurs mécontentements dans les rues de Lagos, Accra, Dakar, Paris, Berlin, Bruxelles, Ottawa, à Washington ou encore devant la CPI, en Hollande. Mais alors, cela ne saurait être une occasion pour la surenchère, ni du forcing. L'opposition doit éviter une énième erreur politique en exigeant le départ du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Cette nouvelle exigence préjudiciable qui est d'ailleurs loin de celles portées par le PNP et que s'est ensuite appropriée le peuple est susceptible de porter un coup dur au processus en cours. Vivement que les acteurs politiques de l'opposition, tenants de ce discours illogique entendent la voix de la raison pour enfin rester dans la dynamique voulue par le peuple.

**Magloire TEKO**

**Devant la presse en début de semaine, la coalition des forces démocratiques a débatté son agenda pour les tout prochains jours. Demain vendredi, les militants et sympathisants de l'opposition sont conviés à un grand meeting populaire**

Gnassingbé, secoué par des mouvements populaires à l'initiative de l'Opposition. Au cœur des revendications, le retour à la constitution de 1992 qui limitait le mandat présidentiel à deux et

recueillement, meetings populaires, sit-in et marches synchronisées.

Les 6 et 7 septembre derniers, la coalition de l'opposition composée du Cap 2015, le

## Crise politique au Togo

# La CEDEAO exhorte les acteurs au dialogue

**La situation sociopolitique qui prévaut actuellement au Togo ne laisse indifférente, la Commission de la CEDEAO. Vivement préoccupée, elle a dépêché dans la capitale togolaise, son Président, Marcel De Souza qui s'est entretenu avec le Chef de l'Etat et les leaders de l'opposition. L'émissaire de l'organisation sous-régionale, dans un communiqué rendu public hier mercredi, invite tous les acteurs à privilégier le dialogue dans le règlement de la crise.**

**Lire l'intégralité du communiqué**

A la suite des récentes manifestations de la coalition des Partis d'opposition, la Commission de la CEDEAO suit le développement de la situation socio-politique togolaise.

La Commission de la CEDEAO :

- exhorte le Gouvernement, les Leaders Politiques toutes tendances confondues, la Société Civile, les Organisations socio-professionnelles et les populations éprises de paix et de justice, à redoubler d'efforts pour renforcer le dialogue et à éviter toute démarche pouvant conduire à des affrontements violents ;

- invite instamment les parties à respecter l'ordre constitutionnel et à réaliser les réformes dans un cadre pacifique et dans un esprit de sérénité et de consensus.

La CEDEAO se réjouit de noter la volonté de toutes les parties à parvenir à une sortie de crise par le dialogue et l'économie de la violence. Aussi réaffirme-t-elle son engagement à œuvrer pour parvenir à une résolution pacifique, consensuelle et durable pour le grand bonheur du Peuple togolais.

Fait à Lomé le 13 septembre 2017

Rentrée scolaire 2017-2018

# Une menace de grève plane

Au Togo, la rentrée scolaire pour le compte de l'année 2017-2018 est prévue pour le 25 septembre prochain. Mais, à quelques jours de l'échéance, des menaces de grèves hantent cette reprise des classes. La coordination des Syndicats de l'Education du Togo (CSET), pour de nouvelles fois, annonce un préavis de grève pour les deux premiers jours de la rentrée.

C'est connu de tous, l'année scolaire 2016-2017 au Togo a été évitée de justesse grâce à la concession faite, en

surait notamment les enseignants de l'adoption prochaine du statut particulier de l'enseignant avant la rentrée 2017-2018. Mais à



Komi Tchakpélé, ministre de l'enseignement primaire, secondaire et de la formation civique

ne semble assurer le corps enseignant à cet effet. D'ores et déjà, ces derniers, haussent la voix et menacent.

Dans une correspondance de relance tenant lieu de préavis de grèves récemment adressée au ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de la Formation Civique et à son collègue de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, les enseignants togolais regroupés au sein de la Coordination des Syndicats des Enseignants du Togo (CSET) annoncent une prochaine cessation de travail de deux jours, dès la rentrée. En clair, les enseignants

menacent de rentrer en grève de 48 heures, notamment les 25 et 26 septembre prochains, si d'ici-là, le statut particulier n'est toujours pas adopté par le gouvernement.

Toutefois, la CSET ne semble pas être catégorique dans sa position. "Nous avons encore foi en nos autorités. Ce n'est jusque-là qu'un préavis de grèves. Nous espérons que l'autorité prendra la mesure de la situation afin que l'année scolaire soit des plus calmes et paisibles", a notamment rassuré son Coordonnateur, Atchou Atcha.

Outre l'exigence première qu'est l'adoption et la jous-

sance effective du statut particulier de l'enseignant, les enseignants du Togo remettent toujours sur le tablier, les différentes réclamations contenues dans leur plateforme revendicative. Il s'agit notamment de l'annulation des mutations punitives, de la résolution du problème des normaux et l'intégration des Enseignants Volontaires (EV) par un concours spécial mais aussi et surtout le règlement définitif du problème de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS).

Vivement la réaction du gouvernement pour éviter l'embrassement du front social déjà fragilisé par les dernières évolutions de l'actualité politique. Nous osons croire en la sincérité et surtout, la prise de conscience de tous les acteurs impliqués dans ce processus. Ceci, aux fins d'éviter à l'année scolaire 2017-2018 qui s'annonce, des situations malheureuses de débrayages et d'heurts telles que vécues jusqu'à l'année dernière.

Magloire TEKO

**«Nous avons encore foi en nos autorités. Ce n'est jusque-là qu'un préavis de grèves. Nous espérons que l'autorité prendra la mesure de la situation afin que l'année scolaire soit des plus calmes et paisibles»** Atchou Atcha, coordonnateur CSET

mars dernier, par le gouvernement par l'entremise du Premier ministre, Selom Komi Klassou. Le Chef du gouvernement, devant la presse et autres organisations de la société civile, ras-

deux semaines de l'échéance, alors que le projet de statut particulier déjà élaboré par la commission mise en place à cet effet, a été déposé sur la table du gouvernement pour adoption, rien

## Représentation nationale de la BAD au Togo

# Serge N'guessan en fin de mission

La représentation nationale de la Banque Africaine de Développement (BAD) est en passe de changer de locataire. Arrivé au Togo en Octobre 2011, Serge-Marie N'Gguessan, après six ans (6) de mission près le Togo quitte pour le Sénégal. L'Ivoirien, au cours de sa mission, aura sensiblement aidé à asseoir une véritable relation bilatérale plus tournée vers le développement entre le Togo et la banque panafricaine.

L'arrivée au Togo de l'Ivoirien en 2011, ponctuée l'année suivante par l'ouverture officielle de la représentation nationale de l'institution financière afri-

naître le potentiel du Togo à la banque panafricaine dans un contexte marqué par la sortie d'une crise sociopolitique de 2005 qui connaissait un véritable début de

**Au cours de son mandat, Serge N'guessan a particulièrement tablé sa gouvernance sur deux axes majeurs qu'il a su merveilleusement développer entre 2011 et 2015. Il s'agit du développement des infrastructures économiques et de la promotion de la bonne gouvernance**

au Togo avait une mission essentielle. Il s'agit notamment de participer au renforcement des coopérations entre la Banque Africaine de Développement (BAD) et les autorités togolaises, faire con-

normalisation autour de 2008. Et très vite, l'économiste ivoirien spécialiste en gouvernance ne s'est pas fait attendre. Ce dernier, à travers plusieurs actions, a positivement marqué son ter-



Serge N'guessan

rain.

Au cours de son mandat, Serge N'guessan a particulièrement tablé sa gouvernance sur deux axes majeurs qu'il a su merveilleusement développer entre 2011 et 2015. Il s'agit du développement des infrastructures économiques et de la promotion de la bonne gouvernance dont l'objectif est de contribuer à stimuler une croissance économique forte et créatrice d'emplois. Depuis 2016, un nouvel axe est encore ajouté aux deux premiers, lequel se décline

essentiellement en trois axes centraux, tels le développement des pôles de croissance inclusive et de compétitivité agro-industrielle, l'appui à la gouvernance financière, secto-

rielle et locale et les domaines d'intérêt particuliers. En juillet dernier, la BAD a par ailleurs financé, à hauteur de 5,3 milliards de CFA, les PME et des projets portés par des jeunes entrepreneurs togolais. Plusieurs projets sont encore en attente de financement, notamment le Projet de Développement des Agropoles au Togo (Prodat).

En route pour le bureau de Dakar, Serge-Marie N'guessan cède la représentation nationale de la BAD à sa collègue, jusque-là en poste en Sierra Leone. En rappel, la BAD a investi, depuis 1972 à ce jour, au total 328 millions de dollars au Togo, soit 243 milliards de CFA.

Magloire TEKO

**FLAMBEAU**  
 Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité  
**des Démocrates**  
**Seuls nos lecteurs peuvent nous acheter !**

## Réformes constitutionnelles et institutionnelles

## Le rapport de la commission sur la table du Chef de l'Etat

Mise en place par le Chef de l'Etat pour formuler des propositions pour la vitalité de la

un mois, une tournée nationale vient de mettre à la disposition du Chef de l'Etat son rapport.

**A l'aune de ce dossier remis le vendredi dernier au chef de l'Etat, le rapport sur les auditions et consultations effectuées, le document portant propositions de réformes par voie parlementaire accompagné d'une note explicative et du document portant projet d'une nouvelle constitution**

démocratie togolaise, la Commission de réflexion sur les réformes qui a entamé il y a de cela

A l'aune de ce dossier remis le vendredi dernier au chef de l'Etat, le rapport sur

En prélude à African Fintech Forum prévu à Abidjan

## Les opérateurs économiques sensibilisés sur les enjeux de la Finance technologique

Sur initiative de "The African Fintech Society", en Abrégé FINTECH, les opérateurs économiques togolais se sont vus renforcés, la semaine dernière à Lomé, leurs capacités en Finance technologique. Tenue le jeudi 7 septembre dernier à la Chambre du Commerce, cette rencontre d'échanges vise essentiellement à sensibiliser ces derniers sur les enjeux du Forum sous-régional prévu du 15 au 16 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire et axé sur la même thématique.

« Réinitialiser l'industrie financière africaine à l'heure de l'innovation technologique », c'est autour de ce thème qu'opérateurs économiques et initiateurs de la rencontre ont échangé sur la notion de la finance technologique. En effet, face aux bouleversements constatés dans l'écosystème mondial, surtout en Afrique où il a été noté un faible taux de bancarisation, il était impérieux que des initiatives publiques que privées se prennent aux fins d'éviter à ce que cela n'impacte négativement sur le système financier classique et par-delà, sur l'industrie financière, dans son ensemble. Ainsi s'offre en alternative, la finance technologique qui permettra à tout africain lambda d'avoir la chance d'être un acteur de la finance.



**Jaurès Tchéou, Pdt de la Fintech** précisé. Et de poursuivre en expliquant que sa structure, pour parvenir à l'idéal souhaité, a déjà mené des actions dans ce sens, allant de la mise en place des incubateurs qui permettent aux startups d'évoluer. « Nous recherchons des fonds pour ces startups qui produisent, à leur tour, des solutions à des industries bancaires pour pouvoir plus digitaliser leurs services et permettre à tout un chacun d'être exposé à la finance mondiale et bénéficier d'une alternative leur permettant d'amorcer une croissance réelle en Afrique », a précisé Jaurès Tchéou qui a invité tous les opérateurs économiques à participer au forum d'Abidjan auquel prendront part dix (10) pays.

Cette innovation technologique, explique le Président de la Fintech, permettra à tout un chacun d'avoir la possibilité de bénéficier des services bancaires additionnels non disponibles, en ayant notamment la possibilité d'avoir un compte bancaire mobile digital. Pour ce faire, poursuit Jaurès Tchéou, Abidjan, sera une tribune pour des sommités des finances mondiales et celles de la technologie d'expliquer, en mieux, comment utiliser ces technologies pour permettre aux populations, dans leur intégralité, de bénéficier des services financiers à moindre coût et en moindre temps, y compris d'autres services alternatifs liés à la banque. Car, « notre objectif est de faire la promotion des technologies financières en Afrique, en créant une banque digitale dont tout le monde pourrait bénéficier aujourd'hui de ses services », a-t-il

Pour rappel, The Africa FINTECH Society est une organisation née au Togo qui ambitionne de faire la promotion des technologies financières au Togo et en Afrique. Elle est animée par les technocrates de la Finance, de la technologie, avec pour ambition de parvenir à créer un écosystème qui permettra à tous les acteurs de la finance et de la technologie de ne pas aller en confrontation, mais plutôt d'être complémentaires.

**Jaurès KINVI**



**Awa Nana, pdte de la commission de réflexion sur les réformes**

les auditions et consultations effectuées, le document portant propositions de réformes par voie parlementaire accompagné d'une note explicative et du document portant projet d'une nouvelle cons-

titution. Dans un communiqué publié à cet effet, la Commission estime avoir pris en compte les aspirations profondes du peuple dans la production dudit rapport.

Composée de la pré-

sidente Awa Nana, de l'ex-premier ministre Arthème Ahoomey-Zunu, de l'ancien ministre de l'économie Adji Otèth Ayassor, Afandé Koffi, Yabé Dago, David Ihou et des Professeurs Dodji Kokoroko, Kpodar Adama et Batchana Essohanam, cette commission mise en place sur initiative du président de la République, s'appuie sur les travaux de la Cvjr et du Hcrrun.

Quelle suite réserver à ce nouveau document, c'est la grande question qui s'impose face aux derniers développements de l'actualité marquée par le projet de révision constitutionnelle soumis à l'Assemblée Nationale.

Isaac Tonyi

## 4<sup>ème</sup> réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer

### Des recommandations en faveur de l'émergence de l'économie bleue

Le 7 septembre dernier, s'est tenue à Lomé la 4<sup>ème</sup> réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer. Au terme d'une journée d'échanges, les participants venus de divers horizons ont convenu des actions en vue de l'émergence de l'économie bleue.



**Photo de famille**

« Vers une économie bleue : une promesse de croissance durable au Togo » c'est autour de ce thème que la 4<sup>ème</sup> réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer a été axée. Le Premier Ministre, Klassou Sélom a présidé cette rencontre de haut niveau entre les acteurs du secteur maritime.

Dans son mot introductif, le ministre Stanislas Baba, Conseiller du Président de la République pour les actions de l'Etat en Mer, a remercié le Chef de l'Etat pour sa vision éclairée sur le secteur maritime et sur la sécurité. IL a réaffirmé l'engagement de l'Etat togolais d'œuvrer à l'amélioration des affaires dans le cadre de la mer et du renforcement de la sécurité. « Les trois enjeux majeurs de notre rencontre sont la sécurité de notre domaine maritime, la modernisation du Port Autonome de Lomé, et l'adaptation au changement des usages et à la préparation de l'avenir », a-t-il rappelé aux participants au rang desquels on comptait plusieurs ministres du gouvernement.

Le mot introductif du ministre Baba, a ouvert la brèche aux

différentes communications prévues pour meubler l'agenda des discussions.

-la première, portée sur le rapport annuel des activités de l'Organisme National chargé de l'Action de l'Etat en Mer (Onaem), a été présentée par le ministre des infrastructures Ninsao Gnofame. Il a permis aux uns et aux autres d'apprécier les avancées notées dans le secteur maritime togolais depuis la dernière réunion du 25 août 2016.

-la seconde communication a été présentée par le préfet maritime. Relative à la situation sécuritaire dans le golfe de Guinée, cette communication a mis en relief les statistiques en matière d'actes de piraterie dans le monde en général et en particulier dans le golfe de Guinée. Depuis 2014 selon le rapport, les actes de piraterie sont en baisse graduelle. A la suite de la présentation sécuritaire dans le golfe de Guinée, le Directeur Général du Port, l'amiral Fogan Adégnon a pris la relève pour présenter aux participants, les défis futurs du pal. Au nombre de ces défis, l'on retient, la mise à jour et le développement des compétences et l'adaptation de l'envi-

ronnement juridique aux différents domaines d'activités portuaires.

La banque mondiale, par l'entremise de son expert, n'a pas manqué au cours des communications d'affirmer sa disponibilité pour l'appui financier et technique en vue d'une exécution du plan d'action intégré impliquant l'ensemble des acteurs de l'économie bleue. D'autres interventions ont meublé cette réunion annuelle notamment celle relative à la note conceptuelle pour la création du fonds bleu pour le Togo, celle de l'association Wima Togo et celles de certains membres du corps diplomatique accrédités au Togo.

Plusieurs recommandations à la suite de ces différentes communications ont sanctionné cette 4<sup>ème</sup> réunion annuelle. On retiendra de ces conclusions présentées par le Premier ministre Sélom Klassou, des orientations relatives à la création d'un Fonds bleu au Togo. A cet effet, le Premier ministre demande au gouvernement de proposer un projet de loi sur la création de ce fonds. Autres recommandations relatives au domaine de la gouvernance, du développement de l'économie bleue, au domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes et portuaires. Il demande donc que soit introduit un nouveau texte juridique qui prenne en compte les aspects environnementaux liés à l'océan, l'installation d'une infrastructure appropriée pour le traitement des rejets et déchets d'hydrocarbures en Mer, introduction des outils relatifs aux technologies modernes de collecte et de partage d'informations et de communication dans la sécurisation des espaces maritimes.

IT

# AIBA/ Kélani Bayor court-circuité par Wu Ching- Kuo Le Togolais suspendu trois ans de toutes activités liées à la boxe

La nouvelle est tombée tel un couperet dans la masse le mardi dernier. Le président du CNO-Togo, président de la Fédération Africaine de Boxe (AFBC) vice-président et membre du comité exécutif de la Fédération Internationale de Boxe (AIBA) Kélani Azaad Bayor vient d'être suspendu de toutes activités liées à la boxe pour une période de trois ans.

« La commission disciplinaire AIBA suspend ses effets immédiats avec le président de la Fédération Africaine de Boxe pour une période de trois ans », peut-on lire dans le communiqué publié par l'AIBA. Il est reproché à l'an-

**Les faits remontent à juin dernier lors des championnats africains AFBC de boxe continentale organisés par la Fédération Congolaise de Boxe à Brazzaville, tournoi à l'issue duquel le résultat de la finale a été sujet à des réactions hostiles et menaçantes à l'endroit des fonctionnaires AIBA**

(AFBC), le vice-président de l'AIBA, membre du comité exécutif, M. Kélani Bayor de toutes les activités, tâches et respon-

sabilités liées à la boxe pour une période de trois ans », peut-on lire dans le communiqué publié par l'AIBA. Il est reproché à l'ancien président de la Fédération Togolaise de Boxe, des violations graves et inacceptables du code disciplinaire Aiba.



Kélani Azaad Bayor, Pdt AFBC

Les faits remontent à juin dernier lors des championnats africains AFBC de boxe continentale organisés par la Fédération Congolaise de Boxe à Brazzaville, tournoi à l'issue duquel le résultat de la finale a été sujet à des réactions hostiles et menaçantes à l'endroit des fonc-

tionnaires AIBA qui avaient donné la victoire au pugiliste marocain au détriment du Congolais. Le président Kélani Bayor, selon les rapports des superviseurs a exacerbé les tensions en redonnant

la victoire au Congolais après avoir consulté les papiers de score du jury. La commission a donc décidé de suspendre le président Bayor à la suite des rapports écrits du superviseur du tournoi et des fonctionnaires AIBA.

Cette décision de la commission, définitive et sans appel court-circuite Kélani Bayor qui convoitait le poste de président de l'AIBA détenu par le Thaïlandais Wu ChingKuo. Le Togolais meneur d'une fronde contre le président de l'AIBA dont la gestion n'est pas exempte de critiques est dans l'œil du cyclone qui vient de l'engloutir. Le président du Comité National Olympique du Togo selon qui la sanction n'impacte pas sur le Comité Olympique compte saisir le Tribunal Arbitral du Sport (TAS).

Del-Jo

## 1<sup>ère</sup> édition du tournoi de la jeunesse : trophée Sergio Sport Le lancement officiel a lieu aujourd'hui

Après le projet pour les anciennes gloires, à travers le tournoi des retrouvailles, l'équipementier Serge Tété Bénissan se lance dans un autre projet pour le développement du football à la base.

Depuis le lundi 11 septembre dernier, le stade



Phase de jeu

municipal de Lomé vibre au rythme des compétitions de jeunes U13, U15 et U17 organisées par ce dernier. Ils sont en tout vingt équipes dignes de ce nom à prendre part à ce tournoi dont la particularité est la rigueur dans la sélection des jeunes de par les âges. Durant deux semaines, les quatre équipes U13, six U15 et dix U17 vont rivaliser d'ardeur pour les bouquets finaux qui se

déroulent le 24 septembre prochain avec en prime plusieurs récompenses. Le lancement officiel de cette compétition qui a déjà vu l'entrée en compétition des différentes catégories a lieu aujourd'hui au stade municipal de Lomé.

Notons que cette compétition qui est à sa première édition a le soutien du ministère des Sports et de la faïtière du football togolais.

## Tournoi de l'Ufoa Le Togo éliminé



Les Eperviers locaux

Après son sacre d'Abéokuta en 2015, les Eperviers du Togo viennent de perdre la face dans la phase préliminaire du tournoi de l'Ufoa. La sélection locale renforcée par Atchou Franco et Agbégniadan Komlan a été défaite dans les tirs au but (4-3) temps réglementaire (0-0).

Après l'Uemoa, le Chan, Abalo Dosseh et sa troupe viennent d'être éliminés du tournoi de l'Ufoa. Malgré un bon jeu développé, les Eperviers locaux renforcés par Atchou Franco (Enyimba) et Agbégniadan Komlan (Wafa) disent adieu à la compétition. Face à une équipe ivoirienne en place, la sélection togolaise avait les cartes en main pour passer le tour préliminaire. Malheureusement les ratés de la première période de jeu ont été fatals pour le Togo qui termine la partie sur un score nul et vierge. La séance des tirs au but ne portera pas chance aux pouillains du coach Abalo.

Après le tour préliminaire, place aux matches de poule. On retrouve dans la poule A le Ghana, le Mali, la Guinée et le

Nigéria. Dans la poule B, le Sénégal, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Bénin.

Démarré le 9 septembre dernier, le tournoi de l'Ufoa a été relancé sous une nouvelle formule grâce au deal entre l'Ufoa et la chaîne américaine Fox Sport sur les 12 prochaines années. Ce contrat rapportera un budget annuel de 2 millions de dollars (1,2 milliard de frs CFA) pour chaque zone. Ce financement servira à dérouler de nouveaux événements sportifs notamment deux tournois biannuels de la zone et des événements trimestriels pour les équipes masculines et féminines de jeunes.

Notons que l'Ufoa est divisée en deux zones. Il s'agit de la zone A composée de neuf (9) pays (Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Sénégal et Sierra Leone) la zone B composée de 7 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Nigéria et Togo). Elle est présidée par le ghanéen Kwési Nyantakyi.

Del-Jo

**FLAMBEAU**  
Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité  
*des Démocrates*

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC  
Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé  
Tél. (+228) 26 70 04 96  
e-mail : Loiclate@gmail.com  
Maison de la Presse Casier N°72

**Directeur de Publication**  
Loïc LAWSON  
(90 34 63 25)

**Directeur de la Rédaction**  
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

**Rédacteur en chef**  
Magloire TEKO (91 44 38 79)

**Rédacteurs**  
Loïclas  
Del-Jo  
Magloire Têko  
Isaac Tonyi

**Correcteurs**  
Edgar K. DJISSENOU  
Edson Dogbè

**Stagiaire**  
Oscar Sékaya

**PAO**  
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

**Imprimerie : St Louis**  
Tirage : 3000 exemplaires

**FLAMBEAU**  
Hebdomadaire Togolais d'information, d'investigation, d'analyse et de publicité  
*des Démocrates*

[www.annuairestogo.tg](http://www.annuairestogo.tg)



# Nous sommes l'outil qu'il vous manque.



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact